

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18677 - 72ÈME ANNÉE

L'abstention progresse à chaque scrutin

La responsabilité contre la crise de la démocratie à La Réunion

A moins de deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle, les commentateurs sont dans l'incertitude quant au résultat à prévoir. Ils constatent une forte indécision de la part des personnes sondées. C'est un nouvel indice d'un système à bout de souffle qu'il convient de remettre en cause.



Aux dernières régionales, moins de la moitié des inscrits ont voté au 1er tour.

Pour la 8e fois depuis 1965, les Réunionnais vont participer à l'élection du président de la République au suffrage universel. Ce scrutin est devenu la principale du calendrier électoral en France. Depuis la réforme constitutionnelle instituant un mandat de 5 ans pour le chef de l'État avec des élections législatives dans la foulée, elle doit désigner pour la même période la majorité qui dirigera la France. L'élection présidentielle a vu le succès de différents partis. Des politiques différents ont donc été mises en œuvre. Mais pour La Réunion, elles n'ont pas permis de changer la donne. Le chômage n'a cessé d'augmenter, alors qu'il a fallu continuer à se battre pour que l'égalité sociale, prévue dès le 1er janvier 1947, soit une réalité.

Abstentionnistes majoritaires aux premiers tours

Ces dernières années, les élections qui se succèdent ont montré une hausse de l'abstention. Au premier tour de la dernière présidentielle en 2012, elle avait atteint 35 % dans notre île. Aux départementales et aux régionales de 2015, les abstentionnistes étaient majoritaires lors des premiers tours. Ces élections étaient pourtant précédées par une importante campagne dans les médias. Cette désaffection des urnes est un effet de la crise sociale qui frappe durement notre île. Quelles que soient les politiques mises en

œuvre, la situation ne s'améliore pas. Le PCR estime que c'est la conséquence d'un cadre qui a atteint ses limites. Né de la loi du 19 mars 1946, il a permis des avancées dans la protection sociale, la santé, les droits des travailleurs ou l'éducation. Mais il n'arrive pas à faire reculer les inégalités et la pénurie d'emplois. Il laisse ainsi de côté la moitié de la population qui constate que d'élection en élection, rien ne change pour elle.

Changer de cadre

C'est pourquoi le changement de cadre demandé par le PCR n'est pas seulement une nécessité sociale et économique, c'est aussi une exigence pour que la démocratie puisse s'exercer à La Réunion. Puisque les politiques menées par les gouvernements qui se succèdent à Paris ne permettent pas de régler les problèmes à La Réunion, le PCR demande que les Réunionnais aient la responsabilité de gérer leurs affaires.

De tous les candidats à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est le seul à offrir cette possibilité. Il propose une 6e République avec une assemblée constituante. Ce sera alors aux Réunionnais de dire comment ils voient leur avenir. Cette responsabilisation pourra combattre la crise de la démocratie à La Réunion.

M.M.

Gélita Hoarau dans l'Humanité Dimanche

« Qui mieux que les Ultramarins est le mieux placé pour gérer les crédits ? »

Dans son édition parue le 6 avril, l'Humanité Dimanche consacre deux pages à la situation en Guyane. Ce dossier comprend une interview de Gélita Hoarau, sénatrice de La Réunion.

La situation s'est-elle améliorée au cours du mandat présidentiel qui se termine ?

Gélita Hoarau : le problème numéro un à La Réunion, c'est le chômage. Je constate qu'en septembre 2012, La Réunion comptait 157 360 demandeurs d'emploi, dont 127 410 en catégorie A, totalement privés de travail. En février 2017, ces chiffres sont respectivement de 181 780 et de 136 960. Le chômage a donc continué à augmenter malgré un ralentissement de la croissance de la population active. C'est donc un échec. Or, la campagne de François Hollande avait suscité de grands espoirs dans les outre-mer comme en témoignent des scores au-dessus de la moyenne (plus de 70 % des voix à La Réunion). Mais la situation ne s'est pas améliorée, car les problèmes structurels tels que le chômage et la vie chère sont toujours là.

La crise en Guyane peut-elle se généraliser à l'ensemble de l'outre-mer ?

Gélita Hoarau : pour moi, ce qui se passe en Guyane est la conséquence logique d'un système arrivé à bout de souffle et qui produit du chômage, de la pauvreté et des inégalités. En un mot c'est le procès de l'intégration. Tous les DOM sont concernés. L'intégration à la France a placé les départements d'outre-mer sous la dépendance des trans-



ferts publics, qui sont ensuite consommés dans l'achat de produits fabriqués majoritairement en Europe dans des enseignes qui, à La Réunion, sont contrôlées par des capitaux extérieurs. Les transferts publics alimentent des profits privés qui sont ensuite exfiltrés de La Réunion. Ce n'est pas comme cela que l'on construit le développement d'un pays. C'est ce que le PCR qualifie de néo-colonialisme.

La loi dite d'égalité réelle est un aveu du retard pris. Si elle a été adoptée à l'unanimité, c'est uniquement parce qu'elle comportait des mesures sociales qui devaient exister depuis longtemps Outre-mer. Elle ne règle rien sur le fond.

La solution réside-t-elle dans l'augmentation de la solidarité nationale ?

Gélita Hoarau : la solidarité nationale est nécessaire. N'oublions pas que l'économie des départements d'outre-mer a toujours été faite pour satisfaire les besoins d'une métropole plutôt que le développement. La mondialisation aggrave encore la situation. Au mois de septembre ce sera la fin des quotas sucriers. Nous serons sans protection sur le marché mondial. Que deviennent les 18 000 emplois qui dépendent du sucre à La Réunion ?

Pour nous au Parti communiste réunionnais, le problème qui se pose est celui de la responsabilité. En effet, qui mieux que les peuples des outre-mer sont les mieux placés pour décider pour gérer les crédits alloués ? C'est une question de confiance, prendre des décisions stratégiques à des milliers de kilomètres des personnes concernées, cela a conduit à la crise actuelle. Il faut donc une véritable rupture avec un système vieux de 70 ans qui est en pleine crise, comme le montrent les manifestations en Guyane. C'est pourquoi je pense qu'il faut faire confiance aux peuples des outre-mer, et leur donner les moyens de régler eux-mêmes leurs problèmes et de leur permettre aussi de s'insérer dans leur environnement géo-économique.

In kozman pou la rout

« Em pa out shien si ou i vé, mé alé pa di li fime zamal ! »

Sa in kozman Haïti moin la trouv dsi l'internet é konm i ral amoin, moin la pans sa i doi intèrès azot galman. Zot i pé pa dir amoin zot i yèm pa la kiltir popilèr pars moin mi pasré inn vi la-dan. Pou kosa ? Pars la kiltir popilèr sé in trézor é sirtout kan li di dé shoz konm sak moin la mark an-o la. kosa sa i vé dir ozis ? Sa i vé dir na d'moun ou i èm pa-émé la pa in l'obligasyon !- mé la pa pou sa ou i sava rakont n'inport de koi dsi son bos, mont in gob dsi li. Si tèlman kan mi antann kritik demoun, tor an travèr, donna li tout bann péshé l'Israèl, é bin sé l'èr mi trouv lo moun sinpatik é mi bourré in boi dann né la pèrson apré di n'inport de koi dsilé z'ot. Alé, mi arète la ; é mi lèss azot kass z'ot kokola dsi épi ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito

Paris doit donner satisfaction aux Guyanais

A moins de deux semaines de l'élection présidentielle, la situation est toujours bloquée en Guyane. Manifestement, le gouvernement mise sur le pourrissement du conflit en espérant qu'il divisera le mouvement social. Le courrier du président de la République adressé aux parlementaires du pays raisonne comme une fin de non-recevoir. Il dit en substance que Paris n'ira pas au-delà des engagements pris eu égard à la proximité de l'élection présidentielle. Or ces engagements sont jugés nettement insuffisants en Guyane.

La Guyane est en grève générale depuis le 25 mars. Des barrages sont dressés sur les principaux axes du pays. Des premières divisions se font sentir. Hier, une première manifestation d'opposants au collectif Pou la Guyane décollé a d'ailleurs eu lieu. Des élus commencent à se détacher du front commun et appellent à la reprise du travail.

Cette méthode est très dangereuse. Elle peut être source d'affrontements. Elle ne résout pas les problèmes qui ont poussé un pays à se mettre en grève générale à l'appel de plus de 30 organisations. Elle est aussi révélatrice de l'impasse d'un système.

En effet, le cadre des départements d'outre-mer est celui de la loi du 19 mars 1946. Cette loi prévoyait l'égalité sociale dès le 1er janvier 1947. Mais Paris a refusé d'appliquer cette égalité. Chaque fois que les outre-mer étaient secoués par un mouvement social, le gouvernement faisait alors des concessions. Ces parcelles d'égalité

permettaient de calmer momentanément le mécontentement. Mais aujourd'hui, Paris ne peut plus utiliser ce subterfuge car les luttes des peuples des outre-mer ont fait obtenir l'égalité sociale. C'est donc autre chose qu'il est nécessaire de proposer.

La demande des Guyanais est une égalité collective. Ils revendiquent un rattrapage en termes d'équipements qui correspondent à plusieurs décennies de retard. Les sommes en jeu sont donc considérables. Et surtout, ils demandent plus de responsabilité, ce qui est impossible dans le cadre actuel.

Ce sont autant de questions de fond qui sont posées. Les impératifs d'un calendrier électoral semblent bien dérisoires pour tenter de les étouffer. Paris doit donner satisfaction aux Guyanais sans chercher à gagner du temps pour miser sur le pourrissement du conflit.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lo pti néo ilistré : késtyon/répons troizyèm morso. Alon parl in kou dsi la sékirité alimantèr

Zot i koné nout parti i propoz vinn-sink z'afèr ; an parmi nana la sékirité alimantèr. Zot i pé domandé, pou kosa nout parti i rod lo bout dsi la késtyon alimantèr. Nou lé pa dann l'insékirité, vi k'i pé trouv tout z'afèr pou boir é manzé dann bann gran sirfas. Kosa i fé anou, si pou sa, bann marshandiz i pran bato, i pran l'aviyon, défoi i fé in domi-tour la tèr pou ariv dann réyon. a bien sir lo pri lé an rézon, mé kosa i fé sa, si ni pé ranpli nout bouzaron... Parl pa légime, isi La Rényon ni produi, d'aprè sak i di, près katrovin pour san d'sak i fo anou. Tazantan nana in pti mank, tazantan lo pri i shof in pé, mé koman-koman ni pé ariv o bout pou ranpli nout pla.

Mi èm kan i di kozman konmsa, pars sak i di sa, li oi pa l'èr laport son voizin. Dabor nana l amizèr isi é i f opa obliyé ; nana mèm la mizèr noir par plas é sa s in n'afèr i pé pa siporté aprè 71 z'ané la loi départman fransé. An pliské sa, kisa i di anou momandoné nora poin in mank dsi sak i sort dann péi déor konm lo ri. I sifi in gouvèrnman, kisoï l'Inn, kisoï Péi Tayland, kisoï d'ot ankor i desid diminyé lo bann z'ésportasyon. Alor kosani fé ? Ni bataye avèk nout voizin konm kan la fé la guèr dann l'Irak. I paré, dann désèrtin kartyé, zisk zordi domoun la rès fashé pou sa.

Si ni zout ankor lakalité sak ni manz épi la protéksyon l'anvironeman, ni pé dir si ni produi isi shé nou, dabor i donn travaye kréol, épi ni pé produir bon kalité, mèm bio si i fo pars nou lé kapab fé sa .. . Zordi i pé i pé dir lapa bézoin kass nout tête pou kalité problèm konmsa mé in zour nou lé kapab rogrété épi nou va dir parti kominis l'avé bien rézon, konm Paul Vergès, pou bien dé poin demoun i donna li rézon zordi. Pa lo pti néo, biensir, mél o néo sa i zoué kont nou, sa ni koné.

Justin